

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 09/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DAG - Châteauneuf-du-Rhône

Europarc de Pichaury Bât C8
CS60516
13593 Aix-en-Provence

Références : 20251117-RAP-DACA1217
Code AIOT : 0006110586

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2025 dans l'établissement DAG - Châteauneuf-du-Rhône implanté lieux-dits Le Balafray, Turenne, Grande Isle, Camuse 26780 Châteauneuf-du-Rhône. L'inspection a été annoncée le 08/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DAG - Châteauneuf-du-Rhône
- Le Balafray, Turenne, Grande Isle, Camuse 26780 Châteauneuf-du-Rhône
- Code AIOT : 0006110586
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'extraction est réalisée par l'entreprise BERTHOULY (principalement à la dragline). Les matériaux sont acheminés via une trémie et une bande transporteuse vers un stock pile. Il n'y a pas d'installation de traitement des matériaux au sein de la carrière DAG. Les matériaux sont traités sur l'installation de LAFARGE GRANULATS à Châteauneuf-du-Rhône dans le prolongement de la carrière ou sur l'installation de CEMEX à Montélimar (à environ 10 km). L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant l'échéance de l'arrêté d'autorisation de la carrière au 31/12/2028 pour les derniers secteurs de la carrière.

La visite d'inspection entre dans le cadre du suivi des suites d'inspection et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27/11/2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Point de contrôle n°1 - Situation administrative ICPE	AP Complémentaire du 27/11/2024, article 2	Sans objet
2	Point de contrôle n°2 - Suivi piézométrique	AP Complémentaire du 27/11/2024, article 5	Sans objet
3	Point de contrôle n°3 - Remise en état	AP Complémentaire du 27/11/2024, article 3	Sans objet
4	Point de contrôle n°4 - Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 12/08/2010, article 7.9	Sans objet
5	Point de contrôle n°5 - Garanties financières	AP Complémentaire du 27/11/2024, article 4	Sans objet
6	Point de contrôle n°6 - Suivi des retombées de poussières	AP Complémentaire du 27/11/2024, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit poursuivre l'exploitation de la carrière dans le respect de réglementation en vigueur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point de contrôle n°1 - Situation administrative ICPE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/11/2024, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Volume des activités ICPE
Prescription contrôlée : Exploitation d'une carrière alluvionnaire dont la production moyenne autorisée est de 650 000 T/an (rubrique ICPE 2510-1). La production maximale étant de 750 000 T/an.
Constats : L'exploitant a déclaré sous GERP avoir extrait 500 000 tonnes de matériaux pour l'année 2024. Le régime ICPE de l'établissement est l'autorisation. À noter que l'arrêté préfectoral complémentaire qui régit l'extraction durant l'année 2024 autorise une production moyenne de 750 000 T/an. La capacité moyenne de production annuelle est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Point de contrôle n°2 - Suivi piézométrique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/11/2024, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures particulières de protection des milieux pendant l'exploitation
Prescription contrôlée : La surveillance du niveau de la nappe est effectuée trimestriellement sur les piézomètres DAG 3, MC 2, PZ 2, A 146, PZ 13-01, PZ 13-02 et DAG 2. Leur localisation est en annexe 4 au présent arrêté. L'analyse de la qualité des eaux est réalisée semestriellement sur les points suivants : PZ 13/01, PZ 2, plan d'eau Sud, plan d'eau intermédiaire et une fois créé sur le plan d'eau Nord. Un prélèvement sera aussi réalisé sur un piézomètre amont : A 146. La localisation des points de prélèvement est en annexe 5 au présent arrêté.
Constats : L'exploitant a ouvert en inspection le fichier relatif à la surveillance du niveau de la nappe depuis le 12/02/2024. Il a également envoyé par courriel le fichier à l'inspection des installations classées. L'analyse du fichier montre que la surveillance du niveau de la nappe est effectuée trimestriellement sur les piézomètres visés par l'arrêté préfectoral complémentaire du 27/11/2024. Les niveaux piézométriques ne varient pas significativement sur la période analysée (marnage de la nappe de moins d'un mètre, hormis sur le piézomètre n°13/02 en novembre 2024 et sur le piézomètre DAG 3 en avril 2025 qui affichent un niveau de hautes eaux supérieur). Il est à noter une problématique d'accès au piézomètre DAG 3 sur 2 des 3 mesures réalisées en 2025. L'exploitant devra faire en sorte de pouvoir maintenir en permanence l'accès à tous les piézomètres. Comme demandé lors de l'inspection, l'exploitant a fourni les deux dernières analyses des eaux du

site (analyse de septembre 2024 et de février 2025).

Depuis la notification de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27/11/2024, l'exploitant réalise les analyses sur les points de prélèvement suivant : PZ 13/01, PZ 2, PZ A 146, plan d'eau Sud, plan d'eau intermédiaire.

L'analyse de février 2025 ne montre pas d'évolution significative des paramètres analysés dans les points de prélèvement susvisés comparativement aux valeurs du piézomètre amont PZ A 146 et de la précédente analyse de septembre 2024. Il est à noter une coloration trouble sur l'échantillon prélevé dans le PZ 13/01 en 2025. L'exploitant devra rechercher les causes possibles de cette coloration trouble et mettre une annotation dans le rapport d'analyses de 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Point de contrôle n°3 - Remise en état

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/11/2024, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Écoulements de crues

Prescription contrôlée :

L'annexe 3 « Réaménagement et état final de la zone extension Sud » de l'arrêté modifié n°10-3331 du 12 août 2010 est remplacée par l'annexe 3 au présent arrêté.

Constats :

L'exploitation actuelle est menée en adéquation pour permettre d'atteindre des principes fixés dans le plan de remise en état finale de l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27/11/2024.

Cela comprend notamment la modification de la route en chemin avec une zone végétalisée dont la topographie permettra d'assurer les écoulements de crues.

Suite aux travaux de dérivation du cours d'eau "la Girane" dont la modification de l'implantation a fait l'objet d'un porter à connaissance déposé le 20/07/2022, la végétation s'est implantée tout au long du linéaire impacté. L'exploitant a déclaré au cours de l'inspection que la longueur totale des buses OH-Gi 3 est de 7,29 m. L'inspection a permis de constater qu'il n'y a pas de rupture du profil en long de l'ouvrage OH-Gi 3.

Concernant l'ouvrage OH-Gi 2, l'exploitant a déclaré avoir posé 4 aquacadres pour le constituer soit une longueur totale de 9 m 88. Le porter à connaissance prévoyait un ouvrage d'une longueur de 11 m, nécessitant une déclaration au titre de la rubrique 3.1.3.0. installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m. L'ouvrage réalisé étant finalement inférieur à 10 m, celui-ci ne nécessite pas de déclaration loi sur l'eau. Il n'y a donc pas nécessité de réaliser un arrêté préfectoral complémentaire. L'inspection a permis de constater qu'il n'y a pas de rupture du profil en long de l'ouvrage OH-Gi 2.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Point de contrôle n°4 - Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2010, article 7.9
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et transmis à l'inspecteur des installations classées avant le premier avril de chaque année. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre,- les bords de la fouille,- les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs, des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : L'exploitant a remis un plan d'état des lieux (au 26/09/2024) de la zone Chambaud en cours d'exploitation faisant état des éléments sus-visés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Point de contrôle n°5 - Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/11/2024, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état
Prescription contrôlée : (...) Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale de la carrière : <ul style="list-style-type: none">- période : août 2025 - décembre 2028 : 1 136 891 € Les garanties financières seront maintenues jusqu'à leur levée par arrêté préfectoral.
Constats : L'exploitant dispose d'une garantie financière signée le 6 août 2025, par la banque BNP PARIBAS, couvrant la carrière jusqu'au 31/12/2028 pour un montant de remise en état maximale de 1 136 891 €.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Point de contrôle n°6 - Suivi des retombées de poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/11/2024, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : La localisation des points de mesure des retombées de poussières est en annexe 6 au présent arrêté.
Constats : L'exploitant a remis le rapport de contrôle environnemental (du 26/03/2025) des retombées de poussières de la campagne annuel 2024. La localisation des points de mesure des retombées de poussières est celle de l'annexe 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27/11/2024. L'ensemble des mesures sont inférieures à 500 mg/m ² /jour d'empoussièrement. Un maximum isolé de 475 mg/m ² /jour a été relevé au trimestre 2 sur la plaquette n°10. L'exploitant indique que cette valeur plus importante sur la plaquette 10 peut s'expliquer par les travaux réalisés les 3 et 4 juin sur la RD237. L'exploitant a également remis le rapport de contrôle environnemental (du 11/06/2025) des retombées de poussières du premier trimestre de la campagne annuel 2025. Celui-ci fait état d'un maximum de 23 mg/m ² /jour d'empoussièrement. L'exploitant a remis le rapport de contrôle environnemental (du 04/09/2025) des retombées de poussières du second trimestre de la campagne annuel 2025. Celui-ci fait état d'un maximum de 30 mg/m ² /jour d'empoussièrement. Les valeurs mesurées traduisent un empoussièrement très faible.
Type de suites proposées : Sans suite